

MR et cdH lancent les tractations autour du plan d'investissement en Wallonie

LE RÉSUMÉ

Le ministre-président wallon Willy Borsus (MR) a convoqué ses ministres hier soir à Namur pour tenter d'avancer sur son plan d'investissement.

Pour la Wallonie, le plus urgent est de transmettre

au Fédéral sa liste de projets à intégrer dans le pacte national d'investissement.

Le volet wallon du plan devrait être abordé plus tard. D'ici là, des organisations comme Inter-Environnement ou l'UWE avancent des pistes.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Un plan d'investissement wallon sous le sapin? À la base, c'est ce qu'espérait Willy Borsus. Annoncé depuis l'Inde début novembre, le premier wallon tablait sur un projet à glisser entre les cadeaux de Noël lors du dernier gouvernement de l'année.

La saillie des trois ministres cdH la semaine dernière – ils ont présenté leurs priorités pour un montant annuel de 500 millions – a provoqué un électrochoc dans les rangs libéraux. Voyant le timing avancer, le ministre-président Willy Borsus a donc pris l'initiative de convoquer un gouvernement thématique mercredi soir pour aborder le dossier du plan d'investissement.

Le nœud du financement
Parmi les points que le gouvernement entendait étudier en soirée, il y avait la question du financement du plan. D'après nos informations, personne n'espérait trop arriver à boucler ce délicat chapitre au bout

d'une seule réunion. «L'objectif de la réunion vise surtout à s'accorder sur une liste de chantiers à transmettre au Fédéral dans le cadre de son pacte d'investissement national. Il faut avancer pour que l'Europe reçoive notre liste de projets à immuniser par rapport aux normes SEC», prévenait-on dans les couloirs de l'Elysette avant la réunion. La suite? Comme le glissait un proche du gouvernement hier soir, il y a encore du travail sur le volet wallon du plan. «Il faut mettre en place une méthodologie.»

Faites du vélo, pas des routes

Derrière cette effervescence gouvernementale, d'autres acteurs agissent en coulisses. Inter-Environnement Wallonie a par exemple transmis aux ministres des avis et des priorités sur ce que devrait être ce fameux plan d'investissement. «Pour nous, le plus important, c'est de la cohérence. On attend de la cohérence entre les projets d'investissement et les engagements climatiques pris par la Wallonie», martèle Céline Tellier, la secré-

taire générale adjointe de l'organisation de protection de l'environnement. Elle critique notamment le développement du réseau routier. «C'est incompatible avec le climat et en contradiction avec les accords climatiques de Paris.» Plutôt que de voir apparaître de nouvelles routes, Inter-Environnement préconise «une politique cyclable ambitieuse». D'après ses calculs, pour atteindre une part modale de 10% pour le vélo en Wallonie, il faudrait investir 100 millions par an en nouveaux aménagements et entretiens. «Nous attendons de ce gouvernement une vision et un objectif allant jusqu'à 2030 et pas un catalogue de bonnes intentions qui sera détricoté après les élections.»

Mesurer l'impact

L'autre acteur qui suit de près les discussions autour du plan wallon d'investissement est l'Union wallonne des entreprises (UWE). Comme Inter-Environnement, le patronat wallon a remis entre les mains des ministres une liste de projets. «Pour nous, le plus important est que ce plan

d'investissement permette d'accélérer la mise en œuvre de choses qu'on demandait déjà. Il faut des coups d'accélérateur. Nous avons identifié différents postes intersectoriels qui pourraient favoriser la croissance», insiste Olivier de Wasseige, l'administrateur délégué de l'UWE.

En termes de grands projets, le patronat wallon estime qu'il est temps pour la Région d'investir dans la mobilité intelligente. «C'est le rôle d'un Etat de faire des investissements structurants. En investissant dans la mobilité intelligente et des infrastructures multimodales comme des plateformes de citage et de déchargement des camions à l'entrée des villes et la création de hubs entre les trains et les entreprises, on doit permettre d'augmenter la capacité et la sécurité sur les routes», explique le patron de l'UWE. Il demande enfin au gouvernement d'accompagner ses projets d'objectifs chiffrés. «Il faut pouvoir mesurer le potentiel de croissance de chaque projet sur l'emploi ou son impact sur la baisse du trafic.» Bref, on n'a pas fini d'en parler!

100 millions €

Inter-Environnement estime qu'avec 100 millions d'investissement par an, la Wallonie pourra atteindre une part modale de 10% pour le vélo.